Chronique des décisions de la Cour interaméricaine des droits de l'homme (Juin 2015 – Août 2016)

Cour interaméricaine des droits de l'homme (CIADH)

Laura Giovanni et Maud Thiry

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/2548>

DOI : 10.4000/revdh.2548

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Référence électronique

Laura Giovanni et Maud Thiry, « Chronique des décisions de la Cour interaméricaine des droits de l'homme (Juin 2015 – Août 2016) », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 28 octobre 2016, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/2548> ; DOI : 10.4000/revdh.2548

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Tous droits réservés

Chronique des décisions de la Cour interaméricaine des droits de l'homme (Juin 2015 – Août 2016)

Cour interaméricaine des droits de l'homme (CIADH)

Laura Giovanni et Maud Thiry

- 1 Le système de protection des Droits de l'Homme en Amérique s'inscrit dans le cadre de l'Organisation des Etats Américains fondée par la Charte de Bogota en 1948 et ayant pour objet spécifique le renforcement de la coopération entre les Etats et la promotion d'intérêts communs. La création d'un système de protection des droits est intervenue en 1969 avec le Pacte de San José (Costa Rica) et la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme est officiellement entrée en fonctions dix ans plus tard. Bien que sa compétence contentieuse soit prédominante, elle dispose également d'une fonction consultative dans le cadre de laquelle elle a pu expliciter de nombreux aspects de la Convention IADH ou de protocoles annexes.
- 2 Si la Cour IADH peut être qualifiée d'homologue transatlantique de la Cour Européenne des Droits de l'Homme, ses décisions restent très marquées par les spécificités historiques du continent. En effet, plusieurs Etats d'Amérique Latine ont longtemps, et jusqu'à assez récemment encore, été soumis à des dictatures. La Cour IADH est donc très souvent amenée à se prononcer sur les droits de première génération tels que le droit à la vie et à l'intégrité physique (1°). Elle est également très sollicitée pour connaître des crimes de disparitions forcées (2°), assez spécifiques du continent américain, au même titre que la protection des peuples indigènes (3°). Par ailleurs, ces dernières années, les cas présentés devant elle ont tendance à s'harmoniser avec les cas d'espèce présentés devant la CEDH. Elle se prononce en effet sur des droits plus commentés de notre côté de l'Atlantique, tels que la non-discrimination (4°), les conditions de détention (5°) ainsi que la titularité des droits des personnes morales (6°). Enfin, comme preuve de son efficacité et grâce à sa compétence consultative, elle a pu être indirectement consultée sur la légalité du procès politique intenté contre Dilma Rousseff, ancienne chef de l'Etat brésilien destituée le 31 août dernier (7°).

- 3 Afin de rendre compte du travail abouti de sa jurisprudence, ces thématiques seront traitées par l'étude des principales décisions que la Cour IADH a rendu entre juin 2015 et août 2016.

4

1°/- Droit à la vie et à l'intégrité physique (articles 4 et 5 de la Convention)

A - Peine de mort et extradition

- 5 Monsieur Wong Ho Wing était recherché depuis 2001 par les autorités judiciaires chinoises pour des délits de contrebande de marchandises communes (« defraudación de rentas de aduanas » selon la législation péruvienne), de blanchiment d'argent et de corruption. Il est arrêté le 27 octobre 2008 à l'aéroport de Lima (Pérou) et le 14 novembre 2008 la République Populaire de Chine fait une demande d'extradition sans annexer à celle-ci l'article 151 de son Code pénal qui prévoit la peine de mort pour les délits de contrebande d'une certaine gravité. Relevons qu'au Pérou, la procédure d'extradition est mixte c'est-à-dire qu'elle est composée d'une phase juridictionnelle ainsi que d'une phase politique.
- 6 Depuis son arrestation et suite à la résolution consultative de la Cour Suprême de Justice du Pérou déclarant l'extradition possible, Monsieur Wong Ho Wing introduit des recours d'Habeas Corpus pour violation de son droit à la vie et à l'intégrité personnelle. Ces demandes sont rejetées.
- 7 Le 1er mai 2011 la République Populaire de Chine abroge la peine de mort pour le délit de contrebande de marchandises mais la procédure d'extradition n'est toujours pas terminée et Monsieur Wong Ho Wing reste en détention jusqu'au 24 mars 2014.
- 8 Dans cette décision rendue le 30 juin 2015, la Cour IADH se prononce sur la violation de droits garantis par la Convention IADH et principalement sur le fait de savoir si l'Etat péruvien pourrait voir sa responsabilité engagée pour manquement à son obligation de garantir le droit à la vie et à l'intégrité personnelle en cas d'extradition.
- 9 La Cour considère que les Etats ayant aboli la peine de mort ne peuvent exposer une personne au « risque réel, prévisible et personnel » d'être victime de torture ou de traitements cruels, inhumains ou dégradants. Ainsi, ces Etats ne peuvent extrader une personne se trouvant sous leur juridiction si l'on peut raisonnablement prévoir une possibilité de condamnation à mort. L'extradition ne sera possible que sous réserve de garanties de non application de la peine de mort.
- 10 En l'espèce, en vertu du principe de rétroactivité de la loi pénale plus douce et de l'abrogation de la peine de mort par la République Populaire de Chine pour le délit de contrebande de marchandises communes, cette peine ne peut donc plus être légalement appliquée en cas d'extradition effective. Ainsi, la Cour IADH considère qu'il n'existe plus de risque réel de violation du droit à la vie.
- 11 Concernant le droit à l'intégrité personnelle et au principe de refoulement, la Cour IADH expose ensuite des lignes directrices afin de déterminer si la personne est soumise à un risque réel, prévisible et personnel de torture ou autres formes de traitement cruel, inhumain ou dégradant en cas d'extradition. Elle précise qu'il faut examiner la situation

de risque dans l'Etat requérant en prenant en compte les conditions réelles et, pas seulement formelles, du pays. La référence à l'état général des droits de l'Homme dans l'Etat de destination n'est pas suffisante. Il faut démontrer le risque à travers les circonstances particulières du pays. La Cour considère également qu'en l'espèce le risque réel, prévisible et personnel n'a pas été démontré et que la situation générale des droits de l'Homme en Chine n'est pas suffisante pour déterminer qu'il existerait un risque.

- 12 La Cour analyse ensuite le respect du droit à la protection judiciaire et aux garanties procédurales. Elle précise que la procédure d'extradition dure depuis six ans et n'est toujours pas conclue au jour de la décision de la Cour IADH. Elle rappelle alors quatre éléments à prendre en compte afin de déterminer si une procédure dépasse le délai raisonnable : la complexité de l'affaire, l'activité procédurale de l'intéressé, la conduite des autorités judiciaires et la souffrance de l'intéressé générée par sa situation juridique.
- 13 La Cour IADH considère, en l'espèce, que les autorités étatiques péruviennes n'ont pas œuvré avec la diligence nécessaire ni respecté le devoir de célérité qu'exigeait la privation de liberté. Elle conclut donc que la procédure d'extradition a dépassé le délai raisonnable et viole donc l'art. 8.1 combiné à l'art. 1 de la Convention IADH. Elle ajoute que si la participation de l'intéressé à la procédure écarte en l'espèce la violation de l'obligation de garantir le droit d'être entendu, le droit à la défense et le droit d'accès au dossier, la privation de liberté est en tout état de cause arbitraire et d'une durée excessive (violation du droit à la liberté personnelle et à l'intégrité personnelle : arts. 7.1 , 7.3, 7.5 et 7.6 combinés à l'art 1.1 de la Convention IADH).
- 14 Aux fins de la réparation, la Cour exige de l'Etat péruvien l'obligation d'adopter le plus rapidement possible la décision définitive de la procédure d'extradition, l'obligation de remédier immédiatement à la privation de liberté ainsi que le paiement d'une indemnisation au titre de dommage matériel et immatériel. Suite à cette décision sur le fond, le 14 décembre 2015, l'Etat péruvien introduit une demande d'interprétation sur le point de savoir si le contrôle constitutionnel, auquel se réfère la Cour IADH et à laquelle doit être soumise la décision du pouvoir exécutif, se limite à cette seule décision ou doit être rendu possible pour tout acte en relation avec la procédure d'extradition et susceptible de violer les droits de l'intéressé. Par une décision en interprétation en date du 22 juin 2016, la Cour IADH indique que le Pérou est dans l'obligation d'ouvrir un recours à effet suspensif contre la décision du pouvoir exécutif statuant sur la possibilité ou non de l'extradition. Elle précise, par une interprétation restrictive, qu'il s'agit d'un contrôle judiciaire portant uniquement sur la décision définitive émise par le pouvoir exécutif dans le cadre de la procédure d'extradition prévue par la législation péruvienne, et non de tout acte relatif à cette procédure et susceptible de léser les droits de l'intéressé.
- 15 Cour IADH. Cas Wong Ho Wing c/ Pérou. Exception Préliminaire, Fond, Réparations et Dépens. Décision du 30 juin 2015.

B - Crimes commis par les forces de l'ordre et les militaires

1) Pérou

- 16 Le 26 janvier 2001, lors d'une pratique de tir à laquelle ses résultats n'étaient pas bons dans le cadre de son service militaire, Monsieur Valdemir Quispialaya Vilcapoma a été insulté et frappé au front et à l'œil droit par son sous-officier faisant usage de la culasse

de son arme. L'homme affirme avoir été victime par la suite de menaces et d'intimidations afin qu'il ne dénonce pas les faits.

- 17 Dans cette décision rendue le 23 novembre 2015, la Cour IADH considère que bien qu'il n'existe pas de preuve suffisante de l'existence d'une politique étatique de violence, torture et mauvais traitements, elle reconnaît un contexte de mauvais traitements physiques et psychologiques dans le cadre du service militaire. Celle-ci provient d'une culture de violence et d'abus ancrée dans la discipline de l'autorité militaire péruvienne.
- 18 Le 6 juillet 2001, une enquête administrative est ouverte dans le cadre militaire et le 28 février 2002 la mère de la victime dénonce les faits au Parquet de la Nation pour la commission d'actes de torture physique et psychologique. Le ministère public militaire porte alors plainte contre le sous-officier en qualifiant les faits de délit présumé d'abus d'autorité et écarte la torture. Suite à des questions de compétence entre les juridictions ordinaires et les juridictions militaires, le 15 décembre 2006 le Tribunal Constitutionnel péruvien admet que la justice militaire n'aurait pas dû connaître des délits de droit commun définis par le Code pénal. Il déclare donc l'inconstitutionnalité des décisions prises par les juridictions militaires. L'affaire est alors renvoyée devant les juridictions civiles. Elle est archivée jusque début 2015. Le 4 février 2015, le 3ème Parquet Provincial Pénal de Huancayo ouvre une enquête d'office pour commission présumée d'un crime contre l'humanité et faits de torture.
- 19 La Cour IADH considère en l'espèce que l'Etat a un devoir de garantir la santé et le bien-être des militaires en service ainsi que de faire en sorte que la manière et la méthode d'entraînement n'excèdent pas un niveau inacceptable de souffrance. Il doit également donner une explication satisfaisante et convaincante sur les altérations de la santé des personnes engagées dans le service militaire. Elle conclut alors qu'il existe une présomption de responsabilité de l'Etat pour les dommages causés à l'intégrité personnelle du personnel placé sous l'autorité et le contrôle de fonctionnaires, ce qui inclut le service militaire.
- 20 La responsabilité de l'Etat péruvien est donc retenue pour la violation du droit à l'intégrité personnelle (arts 5.1 et 5.2 Convention IADH et inexécution de l'art. 6 de la Convention Interaméricaine sur la prévention et la sanction de la torture).
- 21 La Cour ajoute, concernant le droit aux garanties procédurales et à la protection judiciaire, que les juridictions pénales ordinaires sont bien compétentes. Toutefois, la rareté des actions menées par celles-ci dans le cadre de l'enquête visant à l'éclaircissement des faits constitue un manque de diligence de la part de l'Etat au même titre que l'omission d'examen des preuves produites (violation des arts. 8.1 et 25 Convention IADH combinés à l'art. 1.1). De plus, l'affaire ne revêtant pas une complexité particulière et la participation des victimes ne représentant pas, ici, un retard dans les procédures, l'Etat péruvien n'a pas mis en œuvre une enquête indépendante et impartiale dans un délai raisonnable.
- 22 Elle considère en revanche qu'il n'y a pas de violation du devoir d'adopter des dispositions de droit interne (art. 2 Convention IADH et art. 6 Convention Interaméricaine pour la prévention et la sanction de la torture) puisqu'il n'est pas mis à la charge des Etats l'obligation d'établir un délit spécifique en droit interne concernant les traitements ou peines cruels, inhumains ou dégradants. Cette obligation n'existe que pour le crime de torture.

- 23 La Cour IADH conclut alors que l'Etat doit, entre autres, continuer l'enquête et/ou le procès pénal actuellement en cours, mettre en place une information des droits des personnes dans le milieu militaire ainsi que des contrôles périodiques et spontanés des installations militaires.
- 24 Cour IADH. Cas Quispialaya Vilcapoma c/ Pérou. Exceptions Préliminaires, Fond, Réparations et Dépens. Décision du 23 novembre 2015. Serie C No. 308.

2) Equateur

- 25 Le 15 septembre 1992, aux alentours de 20h, Monsieur José Luis García Ibarra, mineur, se trouvait dans la rue avec d'autres personnes. Un agent de la police nationale est arrivé et suite à une altercation avec une tierce personne a fait usage de son arme et causé sa mort. Au moment des faits, le policier se trouvait provisoirement affecté au « groupe anti-gangs » de la ville et était en service.
- 26 Lors du procès, deux thèses ont été soutenues : la première consistait à dire que le coup avait été intentionnel et, la seconde, que le coup était parti accidentellement suite à l'altercation.
- 27 Une instruction a été ouverte contre le policier pour présomption d'assassinat de mineur. Celui-ci a été placé en prison préventive. La mère de la victime a alors fait valoir que l'accusé ne devrait pas bénéficier d'un privilège de juridiction policière et que seules les juridictions ordinaires étaient compétentes. Le Troisième tribunal pénal d'Esmeraldas a été déclaré compétent et a confirmé l'ordre de placement en détention provisoire.
- 28 Parallèlement, la juridiction policière a demandé à ce tribunal de se déclarer incompétent en sa faveur. La Cour supérieure de justice de Quito n'a pas fait droit à cette demande et a confirmé la compétence de la juridiction pénale ordinaire. L'accusé fut condamné puis libéré une fois sa peine de prison accomplie.
- 29 La Cour s'attache ici à déterminer si cette violation du droit à la vie a été commise de manière arbitraire ou non au sens de l'art. 4.1 Convention IADH. Elle rappelle qu'il s'agit ici de déterminer la responsabilité internationale de l'Etat et non la responsabilité criminelle d'un particulier, celles-ci ne sont donc pas liées. Il faut alors s'intéresser aux circonstances de l'usage mortel de la force à la lumière des obligations de respect et de garantie du droit à la vie et non aux standards sur l'usage légitime de la force. L'Etat équatorien est reconnu en l'espèce responsable pour la privation arbitraire de la vie (art. 4.1 combiné aux arts. 1.1 et 19 Convention IADH).
- 30 Quant aux garanties procédurales, la Cour IADH considère que le procès pénal ne revêtait pas de difficultés ni complexités particulières compte-tenu de la connaissance de l'identité de la victime, de l'auteur et du lieu de commission. Rien ne justifie donc un retard de neuf ans. L'Etat n'a pas respecté le principe du délai raisonnable. Elle relève également l'absence de moyens techniques mis en œuvre afin d'éclaircir les faits - notamment les deux thèses avancées lors du procès - ainsi qu'un manque de motivation des décisions. L'Equateur est donc reconnu responsable pour avoir méconnu les garanties procédurales (art 8.1 et 25 Convention IADH).
- 31 Cour IADH. Cas García Ibarra y otros c/ Equateur. Exceptions Préliminaires, Fond, Réparations et Dépens. Décision du 17 novembre 2015. Serie C No. 306.

2°/- Disparitions forcées

A - Disparitions forcées dans le cadre du conflit armé au Pérou

- 32 Dans les années 1980-1990, le Pérou a été plongé dans un contexte de conflit armé, marqué par une situation d'état d'urgence constante, et par la violation de certaines garanties constitutionnelles dans plusieurs provinces. Afin de faire face à des groupes armés dans les zones concernées, le gouvernement avait confié le contrôle politico-militaire aux forces de l'ordre. Dans ce contexte d'exception, un nombre important de victimes a été constaté. Deux décisions de la Cour en 2016 déclarent la responsabilité de l'Etat Péruvien dans des cas de disparitions forcées.

1) Disparition de quinze personnes de la « Comunidad Campesina de Santa Bárbara »

- 33 Le 14 juin 1991 a été décrétée la prolongation de l'état d'urgence dans le Département de Huancavelica, accompagnée de la nomination des forces de l'ordre pour se charger du contrôle de ce Département.
- 34 Dans ce contexte, les forces de l'ordre décidèrent de mener une action militaire afin de « capturer et détruire » les potentiels terroristes de cette zone. Au sein de la communauté de paysans de Santa Bárbara, les militaires arrêtaient 15 personnes, parmi lesquelles se trouvaient trois enfants entre huit mois et six ans, une personne âgée et cinq femmes dont une enceinte. Ils furent battus puis forcés à entrer dans une mine abandonnée. Quelques instants plus tard, une détonation de dynamite provenant de l'intérieur de la mine fut entendue. Dans les jours qui suivirent ces faits, les proches des victimes, pendant leurs recherches, ont découvert des restes humains dans la mine, dont certains étaient identifiables. Mais ces mêmes éléments de preuves furent, par la suite, introuvables.
- 35 Malgré les plaintes auprès des autorités de l'Etat et plusieurs actions judiciaires devant les juridictions militaires et de droit commun, les proches des victimes ne sont jamais parvenus à ce que les faits d'espèces soient qualifiés de crime de disparitions forcées, ces derniers ayant été, tout au plus, qualifiés d'exécutions extrajudiciaires.
- 36 Par un arrêt du 1er septembre 2015, la Cour IADH a caractérisé lesdits faits de disparitions forcées au regard des éléments d'espèce, notamment (i) le refus des autorités de l'armée de reconnaître la détention des victimes et (ii) la destruction des preuves. Elle rappela qu'il ressort de la Convention Interaméricaine sur la Disparition Forcée des Personnes et de sa jurisprudence constante que « l'une des caractéristiques de la disparition forcée, à la différence de l'exécution extrajudiciaire, est que, dans la première, l'Etat refuse de reconnaître que la victime était sous son contrôle et de fournir des informations, afin de créer des incertitudes sur la situation et l'état des personnes disparues ». De nombreux cas de disparition forcée ont inclus l'exécution secrète des détenus de façon extrajudiciaire ainsi que la dissimulation des cadavres afin de supprimer toutes les preuves et d'engendrer la parfaite impunité des coupables. Cependant, la probabilité de la mort des personnes disparues ne modifie en rien la qualification des faits de disparition forcée. Ce qui compte, c'est l'attitude des agents de l'Etat consistant à adopter des mesures destinées à dissimuler la réalité des faits et à supprimer toute preuve pour éviter l'identification des victimes et des coupables.

- 37 Cour IADH, 1er septembre 2015, Comunidad Campesina de Santa Bárbara c/ Pérou. Exceptions Préliminaires, Fond, Réparations et Dépens.

2) Disparition de Monsieur Rigoberto Tenorio Roca

- 38 Dans le but de combattre le groupe armé *Sendero Luminoso*, le gouvernement avait confié le contrôle politico-militaire à la Marine de Guerre, qui était chargé du contrôle des provinces de Huanta, province dans laquelle Monsieur Rigoberto Tenorio Roca, officier de recrutement militaire, a disparu le 7 juin 1984.
- 39 Par un arrêt du 22 juin 2016, la Cour a dû déterminer si la disparition de Monsieur Rigoberto Tenorio Roca constituait ou non un cas de disparition forcée imputable à l'Etat péruvien. A cet effet, elle a examiné si les preuves apportées satisfaisaient les éléments constitutifs de la disparition forcée, à savoir : (i) la privation de la liberté, (ii) l'intervention directe d'agents de l'Etat ou leur consentement à l'acte et (iii) le refus de reconnaître la détention et de révéler le sort et la situation de la victime.
- 40 En l'espèce, alors que Monsieur Tenorio Roca voyageait en bus vers la base militaire dans laquelle il devait prendre ses fonctions, une patrouille militaire composée de trente officiers de la Marine de Guerre et officiers de la Police de Recherche du Pérou fit irruption dans le bus afin de contrôler l'identité des voyageurs. Après avoir contrôlé l'identité de Monsieur Tenorio Roca, ils décidèrent d'emmener ce dernier, sans avancer plus de précisions. Depuis ce jour, Monsieur Tenorio Roca est introuvable.
- 41 Afin de qualifier les faits, la Cour a retenu les éléments suivants : la détention de Monsieur Tenorio Roca est survenue après la vérification de ses papiers et n'est liée, de près ou de loin, à aucune enquête judiciaire. Par conséquent, la conduite des officiers de la Marine ne peut consister qu'en une détention sélective, ce qui correspond au *modus operandi* utilisé à l'époque à l'égard de nombreuses disparitions forcées. De plus, selon les preuves apportées, celui-ci ne fut mis à disposition d'aucune autorité compétente ; il fut emmené directement à une base militaire qui à l'époque était un centre clandestin de détention et de torture. La Cour a pu en déduire que l'élément constitutif du début de la configuration de la disparition forcée, la privation de liberté par des agents de l'Etat, était présent en l'espèce. Par ailleurs, de ce que les preuves établissaient, les proches de Monsieur Tenorio Roca avaient toujours cherché de manière insistante à connaître la vérité sur ce qui était arrivé à ce dernier, sans jamais obtenir de réponse. La Cour a pu en déduire que l'élément relatif au refus de reconnaître la détention et de révéler le sort et la situation de la victime était en l'espèce caractérisé.
- 42 La responsabilité internationale de l'Etat péruvien a donc été retenue. Celui-ci est déclaré coupable du crime de disparition forcée pour avoir porté atteinte, aux articles 3 à 7 de la Convention Américaine des Droits de l'Homme sur le droit à la vie et à la liberté et à l'intégrité personnelle, et à l'article I.a) de la Convention Interaméricaine sur la Disparition Forcée de Personnes, au détriment de Monsieur Rigoberto Tenorio Roca ainsi que des membres de sa famille. Par ailleurs, la Cour retient que l'Etat péruvien a également violé les articles 8 et 25.1 de la Convention Américaine des Droits de l'Homme relatif aux droits aux garanties procédurales. En effet, une partie de l'enquête fut réalisée devant la juridiction militaire alors que c'était à la juridiction de droit commun de connaître de l'enquête relative à la disparition forcée de la victime. D'autre part, la partie de l'enquête menée devant les juridictions de droit commun n'a été ni diligente ni effective et a dépassé le délai raisonnable.

- 43 La Cour fixe une indemnisation à verser aux victimes pour le préjudice matériel et immatériel subi. Elle oblige l'Etat péruvien à prendre des mesures supplémentaires, en particulier à continuer l'enquête de manière effective et à punir les responsables de la disparition forcée de Monsieur Rigoberto Tenorio Roca dans un délai raisonnable, à se charger gratuitement du traitement médical ou psychologique des parents de la victime le réclamant et à financer les études des enfants de la victime. L'Etat péruvien devra par ailleurs reconnaître publiquement sa responsabilité internationale. Enfin, il lui est demandé de réformer le plus rapidement possible ses dispositions pénales relatives à la disparition forcée dans la mesure où elles ne sont pas conformes aux accords internationaux.
- 44 Cour IADH, 22 juin 2016, Tenorio Roca et autres c/ Pérou. Exceptions préliminaires, fond, réparations et coûts.

B - Disparitions forcées en Colombie

- 45 Par un arrêt du 16 juillet 2004, la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme déclarait la responsabilité internationale de la Colombie pour la disparition forcée et l'assassinat de 19 commerçants commis par un groupe paramilitaire en 1987 avec le soutien de certains membres des forces de l'ordre. Face à la gravité des faits, elle avait condamné l'Etat à plusieurs réparations, et à rendre effectifs en un an :
- 46 - l'indemnisation des préjudices matériels et immatériels subis par les victimes et par les familles des victimes ;
- 47 - le versement des revenus non perçus par chaque victime ;
- 48 - le remboursement des frais engagés par les familles des victimes et les juristes ;
- 49 - dans le cadre de l'enquête ;
- 50 - la prise en charge médicale physique et psychologique des familles des victimes ;
- 51 - la réalisation d'une enquête effective afin d'identifier, juger et sanctionner les auteurs des crimes ;
- 52 - la réalisation de recherches sérieuses afin de retrouver les restes des victimes et les remettre à leurs familles ;
- 53 - la reconnaissance publique de sa responsabilité internationale ;
- 54 - la construction d'un mémorial pour les victimes et la mise en place d'une plaque commémorative.
- 55 Néanmoins, douze ans après cette décision et presque trente ans après la commission des faits, et malgré quatre arrêts de supervision d'exécution entre 2006 et 2012, la Cour a constaté, par un arrêt du 23 juin 2016, que certaines réparations demeuraient inaccomplies et a déploré que d'autres aient été accomplies avec tant de retard. C'est notamment le cas de la construction d'un mémorial qui avait été initialement installé dans une base militaire, et avait finalement été déplacé dans un lieu neutre et convenu par les parties en 2013. La Cour, bien que valorisant l'exécution de cette mesure, a déploré qu'elle ait été réalisée plus de huit ans après la fin du délai fixé par la décision de 2003. Par ailleurs, elle a souligné que les réparations tenant (i) à la prise en charge médicale des familles des victimes, (ii) à la réalisation d'une enquête effective et (iii) de recherches sérieuses des restes des victimes, à (iv) l'indemnisation des préjudices immatériels, (v) au remboursement de frais et (vi) au versement revenus non perçus demeuraient

inaccomplies. Par conséquent, une ou plusieurs décisions supplémentaires seront nécessaires afin de constater l'exécution totale de l'arrêt de 2003.

- 56 Cour IADH, 23 juin 2016, Cas des 19 Commerçants c/ Colombia. Supervision d'exécution de la décision.

C- Disparitions forcées des étudiants d'Iguala - résolution de la Commission Interaméricaine des droits de l'Homme

- 57 Le 27 septembre 2014, le monde entier s'émouvait de la disparition de 43 étudiants mexicains à Iguala (Mexique) à la suite d'une altercation entre une manifestation étudiante et la police municipale. La Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme demandait, dès le 3 octobre 2014, l'adoption de mesures conservatoires sur le fondement de l'article 25 du Règlement de la Commission afin que le Mexique s'efforce de déterminer la situation géographique des étudiants disparus pour protéger leur droit à la vie et à l'intégrité personnelle. Cette demande conduisit à la création, en novembre 2014, d'un Groupe Interdisciplinaire d'Experts Indépendants chargé de retrouver les étudiants disparus (GIEI).
- 58 Presque deux ans plus tard, et après deux rapports du GIEI non concluants sur le sort des étudiants disparus, il est demandé à la Commission d'adopter un mécanisme spécial de suivi dans cette affaire. Estimant que les conditions d'application de l'article 25 du règlement étaient toujours réunies, à savoir, une situation grave, urgente et des dommages irréparables, la Commission décide, d'une part, que soient renforcées les mesures conservatoires déjà existantes en demandant à l'Etat Mexicain un redoublement d'efforts afin de déterminer le sort et la situation des étudiants disparus. D'autre part, elle adopte un mécanisme de suivi spécifique caractérisé par la nomination de deux conseillers techniques de son organisme. Ces derniers supervisent l'exécution effective de ces mesures. Ils doivent avoir accès à l'intégralité du dossier. Le mécanisme de suivi prévoit aussi au moins trois visites d'un membre de la Commission interaméricaine afin de constater les avancées de l'enquête et de les faire connaître au moyen de communiqués de presse.
- 59 Commission IDH, 29 juillet 2016, résolution 42/16 sur les disparitions forcées des étudiants d'Iguala

3°/- Peuples indigènes et propriété collective (Article 21 de la Convention)

- 60 Le 25 novembre 2015, la Cour IADH s'est prononcé sur une affaire relative à deux peuples indigènes contre le Surinam : les peuples Kaliña et Lokono.
- 61
- 62 En l'espèce, ces deux peuples faisaient valoir que l'étendue de leur territoire ancestral établie à 133 945 hectares, n'avait pas été respectée. La Cour relève en ce sens qu'avaient été créées trois « réserves naturelles » sur ce territoire d'une étendue totale de 59 800 hectares, auxquelles les peuples en question n'avaient pas accès, pour des raisons de protection de l'environnement mais aussi d'attribution de titres de propriété à des tiers

aux fins d'un aménagement urbain ainsi que pour permettre une activité d'exploitation minière.

- 63 En préalable, la Cour a rappelé que la législation de l'Etat de Surinam violait l'article 3 de la Convention IADH sur le droit de reconnaissance de la personnalité juridique, étant donné qu'elle ne reconnaît pas l'exercice de la personnalité juridique des peuples indigènes, au détriment, en l'espèce, des peuples Kaliña et Lokono.
- 64 La Cour a estimé que le droit à la propriété collective (art. 21 Convention IADH) était également altéré ; elle constate en effet en l'espèce une absence de démarcation, de délimitation et de titre de propriété en faveur des peuples Kaliña et Lokono. La Cour a donc jugé urgent que l'Etat développe des règles de cohabitations pacifiques et harmonieuses au sein du territoire litigieux.
- 65 Pour finir, l'Etat devra effectuer un exercice de pondération afin de respecter les titres de propriété en jeu, notamment entre les droits de propriété des peuples indigènes et leurs restrictions dues aux réserves naturelles. La Cour précise que ces droits ne sont pas incompatibles et que c'est à l'Etat de trouver l'équilibre adéquat. En particulier, les réserves naturelles peuvent et doivent exister pour des raisons de protection de l'environnement, mais elles ne doivent pas empêcher les peuples indigènes de participer à leur protection, notamment en y accédant et en se rendant garants de leur conservation.
- 66 Cour IADH, 25 novembre 2015, Pueblos Kaliña y Lokono c/ Surinam, Fond, Réparations et Dépens, Série C, n° 309.
- 67 L'Etat d'Honduras avait octroyé à la Communauté Garífuna de Punta Piedra, en 1993, un territoire de 2 314 hectares remplaçant celui qui avait été délimité depuis les années 1920. Or, ces nouvelles configurations du territoire empiétaient sur les terres des habitants de Río Miel, ce qui risquait d'occasionner des tensions et des conflits. Pour cette raison, l'Etat, les habitants de Río Miel et la Communauté Garífuna de Punta Piedra signèrent en 2001 un accord à travers lequel l'Etat s'engageait à garantir l'usage et la jouissance effective de la propriété collective des terres en question conformément à l'article 21 de la Convention. Cependant, le partage des terres resta une source de conflit entre les deux peuples, à tel point qu'en 2003 un membre de la Communauté Garífuna fut assassiné par un habitant de Río Miel. En 2010, la Communauté Garífuna de Punta Piedra déposa plainte contre les habitants de Río Miel pour invasion de leur terrain et menaces de mort. En 2014, une société minière obtint une concession d'exploitation sur un terrain empiétant sur le territoire de la Communauté de Punta Piedra.
- 68 La Cour IADH, par une décision du 8 octobre 2015, a conclu que l'Etat était responsable des préjudices subis par la Communauté de Punta Piedra, étant donné qu'il n'avait jamais respecté son obligation de garantir l'usage et la jouissance de leur territoire à laquelle il s'était engagé quinze ans auparavant. Ce non-respect a provoqué de graves tensions entre les deux communautés et a empêché la Communauté de Punta Piedra de jouir de la possession de ses terres sous la protection effective de l'Etat face aux tiers. La Cour déclara que l'Etat d'Honduras, par cette négligence, avait violé l'article 21 de la Convention relative à l'exercice et à la protection du droit de propriété privée.
- 69 La Cour a énoncé plusieurs mesures de réparation. L'Etat devra en particulier rendre effective la protection de l'usage et de la jouissance des terres et créer un fonds de développement communautaire en faveur des membres de la Communauté Garífuna de Punta Piedra.

- 70 Cour IADH, 8 octobre 2015, Comunidad Garífuna de Punta Piedra y sus miembros c/ Honduras. Exceptions Préliminaires, Fond, Réparations et Dépens, Série C n° 304.
- 71 **A signaler** : par une décision de la même date, l'Etat d'Honduras a également été jugé responsable d'avoir porté atteinte au droit de propriété collective au détriment de la Communauté Garífuna Triunfo de la Cruz, en ayant manqué à son obligation de délimiter et démarquer les terres de leur propriété et d'en garantir l'usage et la jouissance effective. (Cour IADH, 8 octobre 2015, Comunidad Garífuna Triunfo de la Cruz y sus miembros c/ Honduras, Fond, réparations et Dépens. Série C n° 305.)

4°/- Non-discrimination

- 72 Par une décision du 1er septembre 2015, la Cour IADH a déclaré l'Equateur responsable de l'atteinte au droit à la vie, à l'intégrité personnelle, à l'éducation et aux garanties procédurales de l'enfant Talía Gabriela Gonzales Lluy, ainsi qu'au droit à l'intégrité personnelle au détriment de Teresa Lluy et d'Iván Mauricio Lluy, la mère et le frère de la victime.
- 73 En l'espèce, la petite Talía avait été contaminée en 1998 par le virus du VIH lors d'une transfusion sanguine à l'âge de deux ans. En raison de sa maladie, elle fut victime de divers actes discriminatoires, notamment dans le cadre éducatif : elle fut exclue de l'école à l'âge de cinq ans jusqu'à ce que « les autorités de l'éducation se prononcent ou qu'une solution au problème soit trouvée ». La mère de Talía présenta, en 2000, un recours constitutionnel contre cette décision devant le Tribunal administratif contre le Ministère de l'éducation, l'école et la professeure de l'enfant. Le Tribunal rejeta le recours, considérant qu'il « existait un conflit d'intérêts », entre les droits et libertés individuels (droit à l'éducation) de Talía et « les intérêts d'un groupement étudiant », intérêts sociaux ou collectifs fondés sur droit à la vie. Dès lors, les actes de discrimination continuèrent, la famille de Talía se retrouvant totalement marginalisée et privée de son propre logement.
- 74 La Cour IADH a considéré que les irrégularités et la précarité de la banque du sang en l'espèce reflétaient les conséquences du manquement de l'Etat à ses obligations de superviser et d'inspecter cet établissement et son fonctionnement. Cette grave négligence a conduit à l'absence d'examens du sang et à la conséquente contamination de Talía par le virus grave et incurable du VIH. Par cette négligence, l'Etat s'est rendu responsable de l'atteinte au droit à la vie et à l'intégrité personnelle de la victime.
- 75 La discrimination et la marginalisation sociale permanente dont Talía et sa famille ont été victimes, ainsi que la charge économique, matérielle et physique que la maladie de Talía a engendrée au sein de la famille, ont placé ces derniers dans une situation d'extrême vulnérabilité. L'Etat, en ne prenant pas les mesures nécessaires leur permettant l'accès aux droits sans aucune discrimination, s'est rendu coupable de négligence entraînant un traitement discriminatoire contre Talía et sa famille, ce qui le rend responsable de l'atteinte au droit à l'intégrité personnelle de ces derniers.
- 76 S'agissant de la décision d'exclusion de la victime des institutions éducatives, la Cour a décidé que le Tribunal administratif, en rejetant le recours de la victime sur le fondement de la protection des autres enfants de l'école, n'avait pas motivé de façon adéquate et adaptée la mesure. Il s'est contenté d'arguments abstraits et stéréotypés afin de justifier une mesure disproportionnée, alors que des alternatives non discriminatoires étaient possibles. L'Etat, en validant ce traitement discriminatoire, a porté atteinte au droit à

l'éducation visé à l'article 13 du Protocole de San Salvador, et aux droits de l'enfant de l'article 19 de la Convention Américaine.

77 Cour IADH, 1er septembre 2015, Gonzales Lluy y otros c/ Equateur. Exceptions Préliminaires, Fonds, Réparations et Dépens. Série C n° 298.

78 **A signaler :**

79 Cour IADH. Demande d'avis consultatif présentée par l'Etat du Costa Rica. Demande d'avis consultatif du 17 mai 2016.

80 La demande d'avis consultatif a été présentée le 17 mai 2016 par l'Etat du Costa Rica et concerne l'interdiction de discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et le genre. L'Etat demande si sa procédure de changement de prénom en fonction du genre est conforme ou non à l'interdiction de discrimination dans ce domaine. La Cour IADH se prononcera dans les prochains mois.

81 Cour IADH. Cas Duque c/ Colombie. Exceptions Préliminaires, Fond, Réparations et Dépens. Décision du 26 février 2016. Serie C No. 310.

82 Après le décès d'un homme du VIH, son compagnon souhaite obtenir une pension de réversion. A l'époque des faits, l'Etat colombien avait considéré que la personne ne remplissait pas les conditions légales, ce qui est confirmé par les juges au terme d'un long procès en 2002. En 2007, un revirement de jurisprudence finit par accorder aux couples de même sexe la possibilité de percevoir la pension de réversion en cas de décès du compagnon et ce, même lorsque le décès est intervenu avant ce revirement.

83 Dans sa décision du 26 février 2016, la Cour IADH reconnaît la violation des principes d'égalité devant la loi et de non-discrimination pour la période antérieure à 2007. Pour la Cour, aucune personne ne peut se voir opposer une restriction de ses droits fondée sur son orientation sexuelle.

5°/- Conditions de détention (article 7 de la Convention)

A - Détentions arbitraires

84 Par une décision du 23 juin 2016, la Cour IADH a constaté que l'Etat d'Équateur avait enfin octroyé à Monsieur Juan Carlos Álvarez Chaparro le montant total de l'indemnisation qui lui correspondait pour des préjudices subis pour détention arbitraire.

85 Elle fait suite à une décision du 21 novembre 2007 dans laquelle la Cour avait déclaré la responsabilité de l'Etat équatorien. En l'espèce, Monsieur Álvarez Chaparro avait été suspecté d'avoir pris part à un trafic international de drogue et les autorités avaient procédé à sa détention. Pour la Cour, l'Etat n'avait pas pu prouver que les autorités avaient dument informé Monsieur Chaparro des motifs et des raisons de sa détention. Il avait par conséquent violé l'article 7.4 de la Convention IADH sur l'obligation d'informer toute personne détenue des raisons de sa détention et des charges retenues contre elle.

86 L'Etat équatorien avait également violé l'article 7.5 de la Convention IADH sur l'obligation de présenter le détenu à un juge dans les meilleurs délais, étant donné qu'en l'espèce Monsieur Chaparro fut seulement présenté à un Procureur, qui ne pouvait être assimilé au magistrat visé par l'article 7.5. La Cour avait, d'autre part, précisé que l'expression « présenté à un juge » de l'article ne se référait pas à une simple présentation, mais aussi

à l'obligation de l'autorité judiciaire d'entendre personnellement le détenu, ce qui n'avait pas été le cas en l'espèce.

- 87 De plus, le défaut de motivation dans l'adoption et le maintien de la détention provisoire de la victime avait conduit la Cour à retenir la violation de l'article 7.3 de la Convention IADH sur l'interdiction de détentions arbitraires et l'article 7.1 sur le droit à la liberté personnelle.
- 88 L'Etat équatorien avait également violé l'article 5 de la Convention IADH sur le droit de toute personne à vivre dans des conditions de détention compatibles avec sa dignité. La Cour avait en effet conclu que l'isolement prolongé et l'absence de communication, comme ce fut le cas en l'espèce, constituaient en eux-mêmes des traitements inhumains et dégradants et portaient atteinte à l'intégrité psychique et morale de la personne humaine.
- 89 Si, dans la décision du 23 juin 2016, la Cour constate la réparation du préjudice, elle rappelle néanmoins qu'une décision postérieure interviendra pour constater si l'Etat a respecté ou non son obligation d'adopter, de manière générale, les mesures nécessaires à l'élimination d'office des antécédents pénaux des personnes acquittées, étant donné que sa législation n'est toujours pas adaptée.
- 90 Cour IADH, 23 juin 2016, Chaparro Álvarez y Lapo Íñiguez c/ Equateur. Supervision d'Exécution de Décision.

B - Conditions de détention et tortures

- 91 Le 5 octobre 2015, la Cour IADH a déclaré la responsabilité internationale de l'Etat du Salvador pour atteinte à l'intégrité personnelle et à l'interdiction de la torture, au droit à la liberté personnelle, à la présomption d'innocence, au droit à la défense et aux garanties procédurales, ainsi qu'au droit à la protection judiciaire au détriment de Monsieur José Agapito Ruano Torres. Elle déclara également la responsabilité de l'Etat pour atteinte à l'intégrité personnelle des membres de sa famille. En l'espèce, Monsieur Ruano Torres avait été arrêté et condamné pour un prétendu délit de séquestration commis le 22 août 2000, alors que des incertitudes importantes sur sa culpabilité existaient.
- 92 La décision de 2015 ne vient pas statuer sur la culpabilité ou l'innocence de Monsieur Ruano Torres, mais seulement déterminer si le procès pénal et les actes des fonctionnaires publics ont été conformes à la Convention IADH. En l'espèce, divers rapports faisaient état que Monsieur Ruano Torres avait été victime, lors de sa détention, de coups de poings et de coups de pieds, de menaces de mort, d'asphyxie et d'étranglement.
- 93 En accord avec le rapport établi par la Commission, la Cour détermina que ces actes de violence étaient d'une intensité suffisante pour être constitutifs d'actes de torture liés à l'existence d'un dommage intense ou grave, d'autant plus que l'Etat n'a mené aucune enquête diligente. En outre, ces actes ne répondaient en aucun cas à un risque ou à une quelconque résistance de la part du détenu. Ils ont été commis aux seules fins d'affaiblir physiquement et psychologiquement Monsieur Ruano Torres pour obtenir des aveux, comme l'a admis l'Etat dans la reconnaissance de sa responsabilité.
- 94 La Cour souligna par ailleurs que l'Etat n'avait pas épuisé tous les moyens d'enquête disponibles afin de déterminer avec certitude la culpabilité de la victime. Elle a rappelé à

cet effet que la présomption d'innocence et le respect, dans tout procès pénal, doivent toujours primer.

- 95 Cour IADH, 5 octobre 2015, Ruano Torres et autres c/ El Salvador. Fondo, Réparations et Dépens. Série C n° 303.
- 96 **A signaler :** Par trois décisions des 7 octobre et 13 et 18 novembre 2015, la Cour IADH a adopté plusieurs mesures provisionnelles afin de garantir des conditions de détention décentes au sein de deux centres pénitentiaires, au Brésil et au Venezuela. (*Cour IADH*, 7 octobre 2015 *et* 18 novembre 2015, *Complejo Penitenciario de Curado respecto de Brasil. Mesures Provisionnelles* ; Cour IADH, 13 novembre 2015, *Centros Penitenciarios de Venezuela. Humberto Prado. Marianela Sánchez Ortiz y familia respecto de Venezuela. Mesures Provisionnelles.*)

6°/- Titularité des droits par les personnes morales

- 97 Le 28 avril 2014, la République du Panama a présenté une demande d'avis consultatif concernant l'interprétation et la portée de l'art. 1.2 combiné aux arts. 1.1, 8, 11.2, 13, 16, 21, 24, 25, 29, 30, 44, 46 et 62.3 de la Convention IADH ainsi qu'aux arts. 8.1.a et b du Protocole de San Salvador.
- 98 La question centrale est de savoir si l'art. 1 § 2 de la Convention IADH protège exclusivement les droits et libertés des personnes physiques ou si les personnes morales telles que des coopératives, des syndicats, des associations, des sociétés ou autres entités similaires peuvent être reconnues titulaires de droits au sens de la Convention IADH. Le Panama demande également si ces personnes morales peuvent se présenter devant les juridictions internes afin de défendre les droits des personnes physiques titulaires de ces entités. L'Etat pose également d'autres questions plus précises sur la possible reconnaissance d'une titularité de certains droits au profit des personnes morales ainsi que sur la procédure et les modalités de saisine de la Cour IADH.
- 99 La Cour IADH, dans son avis consultatif en date du 26 février 2016, décide de regrouper les huit questions posées en différents points aux fins de réponse.
- 100 Sur la question centrale qui est de savoir si les personnes morales peuvent être considérées comme titulaires des droits établis par la Convention IADH et si, par suite, elles peuvent accéder directement au système interaméricain au même titre que les personnes physiques, la Cour se fonde sur l'article 1.2 de la Convention IADH. Elle l'interprète à la lumière de ce que prévoit la Convention de Vienne à savoir, la considération respective du sens commun du terme et la bonne foi, de l'objet et la finalité du traité, du contexte externe du traité puis de l'interprétation évolutive.
- 101 La Cour indique que les droits exposés dans la Convention IADH sont pensés pour être reconnus à des personnes, c'est-à-dire à des êtres humains. De plus, l'objet et la finalité du traité sont la « protection des droits fondamentaux des êtres humains » ce qui exclut donc, en principe, les personnes morales. Elle relève également que le contexte interne du traité ainsi que l'interprétation évolutive ne vont pas non plus dans le sens d'une reconnaissance de ces droits au profit des personnes morales bien qu'en droit international, il n'existe pas encore de position claire à ce sujet.
- 102 Elle conclut donc que les personnes morales ne sont pas titulaires des droits garantis par la Convention IADH et « ne peuvent être considérés comme victimes présumées dans le

cadre des procès contentieux devant le système interaméricain ». Toutefois, deux types de groupements bénéficient d'une considération particulière : les communautés indigènes et tribales d'une part, les syndicats, d'autre part.

- 103 S'agissant des premières, la Cour rappelle sa jurisprudence constante selon laquelle celles-ci sont spécifiquement titulaires de certains droits protégés par le système interaméricain. S'agissant des organisations syndicales, la Cour IADH rappelle sa compétence pour connaître des cas contentieux les concernant pour les droits énoncés par l'article 8.1.a du Protocole de San Salvador. Malgré le défaut de clarté sur la question de la titularité ou non de droits par les syndicats, les fédérations et les confédérations, elle indique que cet article consacre un cadre et des droits plus spécifiques à ces entités en tant que droits autonomes par rapport à ceux des travailleurs. Elle considère alors que les syndicats, les fédérations et les confédérations sont titulaires des droits prévus à l'article 8.1.a ce qui leur permet ainsi de former un recours devant la Cour IADH en défense de leurs propres droits. Elle précise tout de même que ce droit se limite aux « organisations syndicales constituées ou opérantes dans les Etats ayant ratifié le Protocole ». Elle signale enfin son incompétence pour connaître des cas concernant le droit de grève.
- 104 Pour le reste, la Cour IADH indique qu'il n'est pas possible de formuler un principe général reconnaissant l'exercice des droits des personnes physiques à travers leur participation au sein d'une personne morale. Elle considère qu'il faut pour chaque cas concret prouver le lien existant entre les deux.
- 105 Enfin, la Cour estime qu'il n'y a pas lieu d'introduire des règles différentes relatives à l'épuisement des voies de recours internes prévues par l'art. 46.1.a Convention IADH selon qu'il s'agisse de personnes physiques ou de personnes morales. Pour apprécier si les voies de recours ont été épuisées, l'analyse est centrée sur l'effectivité et l'adéquation du recours et non sur le fait de savoir si ce recours a été introduit par une personne physique ou morale.
- 106 Cour IADH. Titularité des droits des personnes morales dans le système interaméricain des droits de l'Homme (interprétation et portée de l'article 1.2, combiné aux articles 1.1, 8, 11.2, 13, 16, 21, 24, 25, 29, 30, 44, 46 et 62.3 de la Convention Américaine des Droits de l'Homme, ainsi que l'article 8.1 A et B du Protocole de San Salvador). Avis consultatif OC-22/16 du 26 février 2016. Serie A No. 22.

7°/- Le procès politique : illustration par le Cas Rousseff

- 107 Le 19 mai 2016, Monsieur Luis Almagro Lemes, Secrétaire Général de l'OEA, a soumis à la Cour IADH une demande d'avis consultatif afin qu'elle explique quels critères entrent en jeu pour garantir le respect le plus complet de la séparation des pouvoirs dans le cadre d'un procès politique à l'encontre d'une autorité nationale. Il demande également à la Cour, d'une part, de déterminer les causes d'une extrême gravité qui pourraient justifier un procès politique étant donné que ce dernier entre en contradiction avec la volonté populaire exprimée par des élections et, d'autre part, de décrire la situation de l'intéressé au regard de la présomption d'innocence. Il s'agit ainsi d'éviter une violation des droits fondamentaux de la personne faisant l'objet de poursuites ainsi qu'une grave altération des principes directeurs de tout système démocratique. Enfin, le Secrétaire Général de

l'OEA demande des précisions sur les conséquences possibles sur le droit au procès équitable des déclarations publiques préalables de personnes par la suite destinées à connaître du cas contentieux.

- 108 Le Secrétaire Général de l'OEA soumet ensuite à l'avis de la Cour quatre points particuliers sur les garanties au procès équitable dans un procès politique :
- 109 - les déclarations formulées lors du vote par les personnes qui doivent décider de l'ouverture ou non d'un procès préjugant de la condamnation ou de l'acquittement (...);
- 110 - la reconnaissance explicite par ces mêmes personnes de leur soumission à des instructions au détriment de l'impartialité requise ;
- 111 - la responsabilité individuelle ou collective des fonctionnaires ;
- 112 - l'accusation pour des faits qui pourraient avoir été commis antérieurement à la période légalement étudiée.
- 113 Enfin, le Secrétaire Général de l'OEA évoque explicitement le cas de la destitution (à ce moment en cours de procédure seulement) de Dilma Rousseff. Il pose la question de la légalité des causes de la procédure d'*impeachment* engagée contre celle-ci au Brésil.
- 114 La Cour IADH rappelle sa jurisprudence en matière d'avis consultatif et les limites qu'elle s'est fixée dans l'exercice de cette fonction. Elle considère en effet que la demande consultative ne peut couvrir un cas contentieux ou prétendre obtenir prématurément une solution de fond sur un cas qui pourrait potentiellement lui être soumis. La procédure de l'avis consultatif ne peut pas non plus, selon la Cour IADH, être utilisée à des fins d'obtention d'une décision indirecte sur un cas litigieux en droit interne, ni en tant qu'instrument d'un débat politique interne. Enfin, cette procédure n'a pas pour but de traiter de manière exclusive de sujets déjà évoqués dans sa jurisprudence mais d'aider les Etats à mieux comprendre et appliquer les normes internationales en matière de Droits de l'Homme. La Cour IADH ne considère alors pas opportun de se prononcer en l'espèce car cela reviendrait à se prononcer prématurément sur un point qui pourrait faire à l'avenir l'objet d'une requête devant elle ; par ailleurs, cette question n'est pas encore réglée au niveau interne.
- 115 On sait désormais que la destitution de Dilma Rousseff est intervenue officiellement le 31 août 2016. La question posée quelques mois auparavant par le Secrétaire Général de l'OEA fera probablement l'objet d'un cas contentieux à venir devant la Cour IADH.
- 116 Cour IADH. Résolution sur la demande d'avis consultatif présentée par le Secrétaire Général de L'organisation des Etats Américains. Résolution de la Cour IADH du 23 juin 2016.

*

Les Lettres « Actualités Droits-Libertés » (ADL) du CREDOF (pour s'y abonner et se désabonner) sont accessibles sur le site de la Revue des Droits de l'Homme (RevDH) – Contact

---

RÉSUMÉS

La Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme, homologue transatlantique de la Cour Européenne des Droits de l'Homme, rend des décisions très détaillées et de qualité en matière de protection des droits de l'Homme, malheureusement trop peu connues et exploitées sur le continent européen. Afin de rendre compte du travail abouti de sa jurisprudence et de ses spécificités, plusieurs décisions, rendues entre juin 2015 et août 2016 sur différentes thématiques (droit à la vie, crimes de disparitions forcées, protection des droits des peuples indigènes, non-discrimination, conditions de détention, titularité des droits des personnes morales et conditions de légalité d'un procès politique) seront ici détaillées.

AUTEURS

LAURA GIOVANNI

Etudiante du Master bilingue droit français/droits étrangers (MBDE) de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense

MAUD THIRY

Etudiante du Master bilingue droit français/droits étrangers (MBDE) de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense